

LODJ

livre Rose **FAMILLE, VALEURS, JEUNESSE**

protéger sans se refermer

**Décryptage des 22 mesures du
premier axe du programme législatif
2026-2031 du Parti de l'Istiqlal**

SOMMAIRE

Avant-propos — Pourquoi commencer par la famille ?

1. Les valeurs : une politique publique plutôt qu'un simple discours

2. L'« École de l'appartenance » : transmettre et faire participer

3. Réseaux sociaux : protéger les jeunes sans confondre protection et interdiction générale

4. 5 000 dirhams pour le mariage : symbole ou politique familiale ?

5. Prévenir les ruptures familiales plutôt que seulement les constater

6. Solidarité entre générations : reconnaître ce que les familles prennent déjà en charge

7. Petite enfance : crèches sociales, préscolaire et fiscalité

8. Addictions : le changement de regard le plus net de l'axe

9. Santé mentale : faire entrer le psychologique dans la couverture ordinaire

10. Ce que les 22 mesures racontent ensemble

11. Les questions que la campagne doit encore documenter

Conclusion — Protéger les liens pour renforcer les trajectoires

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN MOTEUR DE RECHERCHE,

mais elle trouve ce
qui compte vraiment.



Chercher n'est pas comprendre.
Nous allons **à l'essentiel.**

W W W . L O D J . M A

NOTE ÉDITORIALE



Ce Livre rose est une publication de la rédaction de L'ODJ Média. Il propose une lecture journalistique et analytique du premier axe du programme législatif 2026-2031 du Parti de l'Istiqlal. Il ne constitue ni une publication officielle du Parti, ni une reproduction de son programme, ni un document de campagne produit par le Parti. La version française utilisée est une traduction provisoire de travail et ne se substitue pas au texte source en arabe.



LIVRE ROSE
ANALYSE
DU PROGRAMME
LEGISLATIF

L'ODJ MEDIA

Pourquoi commencer par la famille ?

Le premier axe du programme de l'Istiqlal ne commence ni par la croissance, ni par l'investissement, ni par l'administration. Il commence par les valeurs et la famille. Ce choix n'est pas neutre : il fait de la cohésion sociale un préalable à la réussite économique et de la famille un premier espace de protection face aux ruptures contemporaines.

L'axe réunit 22 mesures réparties en quatre ensembles : préserver les valeurs marocaines ; soutenir la cohésion et la résilience familiale ; lutter contre les drogues et les addictions ; faire progresser la santé mentale. Le rapprochement de ces sujets dessine une conception élargie de la politique familiale : transmission, éducation, solidarité, prévention, soins et accompagnement.

Ce Livre rose n°2 examine cette architecture sans ajouter au programme ce qu'il ne dit pas. Il distingue les propositions explicitement formulées des questions de mise en œuvre qu'elles soulèvent.



LES VALEURS

une politique publique plutôt qu'un simple discours

Les sept premières mesures consacrées aux valeurs proposent d'associer culture, éducation, enseignement et médias dans des politiques publiques intégrées. Le programme prévoit également une révision des cahiers des charges de l'audiovisuel, un soutien au contenu numérique national et un rôle accru de l'école, des médias publics, de l'art et du cinéma dans la construction d'un récit marocain distinctif.

Cette approche déplace le débat. Les valeurs ne sont pas seulement présentées comme un héritage à conserver ; elles deviennent un objet de politiques publiques.

La question sera donc de savoir comment définir des objectifs suffisamment précis sans transformer la politique culturelle ou éducative en prescription uniforme des représentations.

Le programme mentionne aussi le renforcement des deux langues officielles, l'arabe et l'amazighe. Là encore, la cohérence recherchée est celle d'une appartenance nationale capable d'assumer sa pluralité linguistique.



«L'ÉCOLE DE L'APPARTENANCE »

transmettre et faire participer

Le projet d'« École de l'appartenance » est l'une des propositions les plus symboliques de l'axe. Il doit comporter un programme d'ambassadeurs et de participation citoyenne. Le programme veut parallèlement institutionnaliser la relation entre l'école et la famille grâce à des unités d'assistance sociale.

Deux logiques se rejoignent ici. La première est civique : l'école doit contribuer à former un sentiment d'appartenance et une capacité de participation. La seconde est sociale : l'établissement scolaire ne peut ignorer les fragilités familiales qui influencent directement la réussite de l'enfant.

Le point de vigilance sera l'exécution. Quels contenus, quels acteurs, quelle formation, quelle place pour les familles et quels indicateurs permettront de mesurer l'effet de cette « École de l'appartenance » ? Le programme énonce l'orientation ; les modalités restent à préciser.



RÉSEAUX SOCIAUX :

protéger les jeunes sans confondre protection et interdiction générale

La septième mesure prévoit une loi protégeant les jeunes contre les « risques illicites liés aux réseaux sociaux ». La formulation est importante : le document source ne fixe pas, dans cette mesure, un âge précis d'interdiction générale et ne détaille pas encore les mécanismes juridiques envisagés.

Le sujet ouvre néanmoins un débat majeur : exposition des mineurs aux contenus dangereux, harcèlement, manipulation, escroquerie, exploitation des données, addictions comportementales ou accès à des activités illicites.

La difficulté sera d'articuler responsabilité des plateformes, rôle des parents, éducation numérique et protection effective des mineurs.

La qualité de la future loi dépendra donc moins de son affichage que de sa précision : quels risques sont visés, quelles obligations pèseront sur les plateformes et quels moyens de contrôle seront réellement disponibles ?



4. 5 000 DIRHAMS POUR LE MARIAGE

symbole ou politique familiale ?

Le programme propose une aide financière pouvant atteindre 5 000 dirhams pour les jeunes qui s'apprêtent à se marier. C'est probablement l'une des mesures les plus immédiatement lisibles du premier axe, mais aussi l'une de celles qui appellent le plus de questions pratiques.

Son intérêt politique est évident : reconnaître que l'entrée dans la vie familiale peut être freinée par des contraintes économiques. Mais une aide ponctuelle ne peut, à elle seule, répondre aux déterminants plus lourds que sont l'emploi, le logement, le coût de la vie ou la stabilité des revenus.

Le programme ne précise pas, dans la présentation étudiée, les conditions d'éligibilité, le financement ni les modalités d'attribution. Ces éléments devront être connus pour évaluer la portée réelle du dispositif et éviter qu'un symbole simple ne masque une mécanique administrative trop complexe.



PRÉVENIR LES RUPTURES FAMILIALES

plutôt que seulement les constater

La neuvième mesure propose des mécanismes d'accompagnement et de médiation pour prévenir la désagrégation familiale. Elle inscrit la politique familiale dans une logique préventive : intervenir avant que les difficultés ne deviennent irréversibles.

Cette orientation peut concerner des situations très différentes : conflits conjugaux, difficultés éducatives, vulnérabilité économique ou isolement. Le programme reste cependant général sur l'organisation de cette médiation. Il faudra notamment préciser les professionnels mobilisés,

l'articulation avec les services sociaux et les garanties de confidentialité.

La mesure suivante élargit cette logique en proposant d'améliorer l'aide financière directe et d'accompagner les familles pour sortir de la pauvreté. La résilience familiale est ainsi reliée à la capacité économique, et pas seulement à la stabilité des relations internes.



SOLIDARITÉ ENTRE GÉNÉRATIONS

reconnaître ce que les familles prennent déjà en charge

Le programme veut valoriser la solidarité intergénérationnelle et soutenir les familles qui prennent en charge des personnes âgées ou des personnes en situation de handicap. Il prévoit aussi le développement de la gériatrie et la création d'unités médicales spécialisées.

Le choix est significatif : le vieillissement et la dépendance ne sont pas renvoyés uniquement à la sphère privée. Le programme reconnaît implicitement que les familles assument une fonction de soin et d'accompagnement qui peut devenir lourde matériellement et humainement.

La traduction concrète du « soutien » reste à définir. Aide financière, répit des aidants, services à domicile, fiscalité, couverture sociale : la présentation source ne tranche pas. C'est un chantier à préciser si l'objectif est de transformer la solidarité familiale en véritable politique publique.



PETITE ENFANCE

crèches sociales, préscolaire et fiscalité

Trois mesures touchent directement à l'organisation quotidienne des familles : généraliser progressivement les crèches sociales et soutenir le préscolaire ; instaurer une déduction fiscale pour les familles supportant les frais de scolarité de leurs enfants ; instaurer un congé flexible et rémunéré pour la garde des enfants.

L'ensemble dessine une politique de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. La crèche agit sur l'offre de garde ; le congé agit sur le temps ; la déduction fiscale agit sur une partie du coût supporté par les ménages.

Le terme « congé flexible et rémunéré » est prometteur mais le document étudié ne précise pas sa durée, son niveau d'indemnisation, les bénéficiaires ni son partage éventuel entre les parents. Ces paramètres seront décisifs pour mesurer son impact sur l'emploi des femmes, l'implication des pères et l'équilibre économique des ménages.



ADDICTIONS

le changement de regard le plus net de l'axe

Les mesures 16 à 19 opèrent un changement de registre. Le programme propose une politique publique de prévention des drogues et des addictions comportementales, reconnaît l'addiction comme une maladie chronique et l'addictologie comme une spécialité médicale, prévoit d'étendre l'offre de soins aux régions non couvertes et lance le programme « Hna Maak » de seconde chance en faveur des jeunes.

Reconnaître l'addiction comme maladie chronique signifie déplacer une partie de la réponse du seul champ moral ou répressif vers celui de la santé. Cela implique prévention, diagnostic, prise en charge, suivi et réinsertion.

Le programme « Hna Maak » ajoute une dimension de seconde chance. Sa portée dépendra des publics visés, du contenu de l'accompagnement et du lien avec l'école, la formation, l'emploi et les structures de soins. Le document source donne le cap, mais pas encore l'ingénierie.



SANTÉ MENTALE :

faire entrer le psychologique dans la couverture ordinaire

Les trois dernières mesures sont consacrées à la santé mentale. Le programme propose une cartographie nationale et un réseau de centres régionaux, l'intégration de la consultation psychologique dans l'Assurance maladie obligatoire et la lutte contre la stigmatisation, avec un soutien renforcé aux catégories vulnérables.

L'intégration de la consultation psychologique dans l'AMO est particulièrement structurante : elle revient à traiter le soin psychologique comme une composante de la couverture sanitaire ordinaire et non comme une dépense périphérique réservée à ceux qui peuvent la financer directement.

Mais cette mesure suppose une offre disponible. Le remboursement d'une consultation n'a d'effet que si des professionnels existent, sont répartis sur le territoire et s'inscrivent dans un cadre de qualité. La cartographie et les centres régionaux apparaissent ainsi comme le complément logique de l'ouverture de la couverture.



CE QUE LES 22 MESURES

racontent ensemble

Pris séparément, les dispositifs peuvent sembler hétérogènes : audiovisuel, langues, mariage, crèches, gériatrie, addictions, psychologie. Pris ensemble, ils racontent une même idée : la résilience d'une société se construit à l'endroit où se rencontrent appartenance, liens familiaux et capacité à absorber les vulnérabilités.

Le programme ne définit donc pas la famille uniquement comme une institution à préserver. Il la considère aussi comme un espace soumis à des pressions économiques, numériques, démographiques et psychologiques. D'où le recours simultané à l'école, à la culture, aux prestations sociales et au système de santé.

Cette cohérence est la force conceptuelle de l'axe. Son principal défi est celui de la coordination : plusieurs ministères, collectivités, organismes de protection sociale et professions devront agir ensemble pour que les 22 mesures ne deviennent pas 22 dispositifs parallèles.



LES QUESTIONS QUE LA CAMPAGNE DOIT ENCORE DOCUMENTER

Une lecture rigoureuse du programme oblige à distinguer ce qui est annoncé de ce qui reste à préciser. Plusieurs mesures sont clairement formulées, mais leur coût, leur calendrier ou leur architecture institutionnelle ne figurent pas dans la présentation de 99 mesures utilisée pour ce Livre rose.

Pour l'aide au mariage : quels bénéficiaires et quel budget ? Pour le congé rémunéré : quelle durée, quel financement et quelles règles de partage ? Pour les crèches sociales : quel rythme de généralisation et quelle gouvernance ? Pour l'AMO psychologique : quel panier de soins, quels tarifs et quels professionnels conventionnés ? Pour la loi sur les risques des réseaux sociaux : quels comportements, plateformes et obligations sont visés ?

Ces questions ne constituent pas une réfutation du programme. Elles sont précisément celles qui permettent de passer d'une orientation électorale à une politique publique évaluable.



CONCLUSION

Protéger les liens pour renforcer les trajectoires

Le premier axe du programme de l'Istiqlal repose sur une intuition politique : une société ne résiste pas seulement grâce à ses infrastructures ou à ses indicateurs macroéconomiques. Elle résiste aussi grâce à ses liens, à ses capacités de transmission et aux protections disponibles lorsque les individus ou les familles traversent une difficulté.

Le programme associe donc valeurs, famille, générations, enfance, addictions et santé mentale. Cette combinaison est plus moderne qu'une lecture strictement traditionnelle du mot « famille », car elle intègre des vulnérabilités contemporaines très concrètes.

La question centrale sera désormais celle de l'exécution. Les 22 mesures constituent une architecture. Leur crédibilité dépendra du financement, du calendrier, de l'accès territorial, des professionnels disponibles et d'indicateurs publics permettant de mesurer les résultats.

Le prochain Livre rose quittera la sphère familiale pour aborder un autre ressort de la confiance : la lutte contre la corruption, la rente et les conflits d'intérêts.





خاتمة

حماية الروابط الأسرية والاجتماعية من أجل مستقبل أكثر استقراراً

ينطلق المحور الأول من برنامج حزب الاستقلال من رؤية سياسية واضحة مفادها أن قدرة المجتمع على الصمود لا تُبنى فقط على بنياته التحتية أو مؤشرات أدائه الاقتصادي الكلي، وإنما تستند أيضًا إلى متانة الروابط التي تجمع أفرادها، وإلى قدرته على نقل القيم والمعارف والخبرات بين الأجيال، وإلى شبكات الحماية المتاحة عندما يواجه الأفراد أو الأسر صعوبات أو أزمات.

ومن هذا المنظور، يجمع البرنامج بين القيم والأسرة والأجيال والطفولة والإدماج والصحة النفسية. وتكتسي هذه المقاربة طابعًا أكثر حداثة من التصور التقليدي الضيق لمفهوم «الأسرة»، لأنها تستحضر أشكالًا ملموسة من مواطن الهشاشة التي تفرضها التحولات الاجتماعية المعاصرة.

غير أن السؤال الأهم يظل مرتبطًا بقدرة هذا التصور على الانتقال إلى حيز التنفيذ، فالتدابير الـ 22 ترسم، في مجموعها، إطارًا متكاملًا؛ غير أن مصداقيتها ستتوقف على مدى وضوح مصادر تمويلها، ودقة جدولها الزمني، وضمان استفادة مختلف المناطق منها، وتوفير الكفاءات والمهنيين القادرين على تنفيذها، فضلًا عن اعتماد مؤشرات واضحة وشفافة تتيح قياس النتائج وتقييم أثرها.

وسينتقل «الكتاب الوردي» المقبل من المجال الأسري إلى مقوم آخر من مقومات الثقة في العمل العمومي: مكافحة الفساد والريع وتضارب المصالح.



ما الذي تكشفه الإجراءات الـ 22 في مجملها؟

تقتضي القراءة الدقيقة للبرنامج التمييز بين ما أعلن بوضوح وما لا يزال بحاجة إلى مزيد من التحديد. فقد صيغت العديد من التدابير بصورة واضحة، غير أن العرض المقدم للتدابير الـ 99 والمعتمد في هذا الكتاب لا يتضمن، في عدد من الحالات، معطيات بشأن تكلفتها، وجدولها الزمني، أو ترتيباتها المؤسسية.

ففيما يتعلق بالدعم المخصص للزواج، تظل أسئلة أساسية مطروحة : من هم المستفيدون؟ وما الميزانية التي ستُرصَد لهذا الإجراء؟ وبالنسبة إلى الإجازة مدفوعة الأجر، ما مدتها؟ وكيف سيتم تمويلها؟ وما القواعد المنظمة للاستفادة منها وتقاسمها؟

أما فيما يخص دور الحضانة الاجتماعية، فما وتيرة تعميمها؟ وكيف ستُنظم حكامتها وتديرها؟ وبخصوص الاستشارات النفسية المشمولة بالتأمين الإجباري عن المرض، ما الخدمات التي ستدخل ضمن سلة العلاجات المشمولة؟ وما التعريفات المعتمدة؟ ومن هم المهنيون الذين سيُعتمدون ضمن منظومة التعاقد؟ أما القانون المتعلق بالمخاطر المرتبطة بشبكات التواصل الاجتماعي، فما السلوكيات والمنصات والالتزامات التي سيشملها تحديداً؟ ولا تمثل هذه الأسئلة تشكيكاً في البرنامج أو انتقاداً من قيمة مقترحاته، وإنما تطرح، على وجه التحديد، العناصر التي ينبغي توضيحها للانتقال من توجه انتخابي إلى سياسة عمومية واضحة المعالم، قابلة للتنفيذ والتقييم والقياس.

عند النظر إلى كل تدبير على حدة، قد تبدو الإجراءات المقترحة متباينة، إذ تمتد من الإعلام السمعي البصري واللغات إلى الزواج ودور الحضانة ورعاية المسنين والإدمان والصحة النفسية. غير أن النظر إليها في مجملها يكشف عن تصور ناظم واحد : أن قدرة المجتمع على الصمود تتشكل من خلال تفاعل الشعور بالانتماء، والروابط الأسرية، والقدرة على مواجهة مواطن الهشاشة والتخفيف من آثارها.

وعليه، لا ينظر البرنامج إلى الأسرة باعتبارها مؤسسة ينبغي الحفاظ عليها فحسب، بل يتعامل معها أيضاً بوصفها فضاءً يواجه ضغوطاً اقتصادية ورقمية وديموغرافية ونفسية متزايدة. ومن هذا المنطلق، تتكامل تقاطعات المدرسة والثقافة والخدمات الاجتماعية ومنظومة الصحة ضمن مقارنة واحدة.

وتتمثل القوة المفاهيمية لهذا المحور في هذا الترابط بين مختلف مكوناته، غير أن التحدي الرئيسي يظل مرتبطاً بقدرة مختلف المتدخلين على التنسيق؛ إذ سيتعين على قطاعات وزارية متعددة، وجماعات ترابية، وهيئات الحماية الاجتماعية، ومهنيين من تخصصات مختلفة، العمل بصورة منسقة حتى لا تتحول الإجراءات الـ 22 إلى 22 منظومة متوازية ومنفصلة



الصحة النفسية

إدماج البعد النفسي ضمن التغطية الصحية العادية

تتمحور الإجراءات الثلاثة الأخيرة حول الصحة النفسية، ويقترح البرنامج إعداد خريطة وطنية للصحة النفسية وإحداث شبكة من المراكز الجهوية، إلى جانب إدماج الاستشارات النفسية ضمن التأمين الإجباري عن المرض، ومكافحة الوصم المرتبط بالاضطرابات النفسية، مع تعزيز الدعم الموجه إلى الفئات الهشة.

ويكتسي إدماج الاستشارات النفسية ضمن التأمين الإجباري عن المرض أهمية خاصة، لكونه يمثل تحولاً هيكلياً في مقاربة الرعاية النفسية؛ إذ يجعل العلاج النفسي مكوناً من مكونات التغطية الصحية العادية، بدل أن يُنظر إليه باعتباره نفقة هامشية لا يستطيع تحملها إلا من يملكون القدرة على تمويلها مباشرة.

غير أن هذه الخطوة تفترض وجود عرض صحي كافٍ ومتاح، فالتعويض عن تكلفة الاستشارة لا يحقق أثره الفعلي إلا إذا توفرت أعداد كافية من المهنيين المختصين، وتوزعوا بصورة متوازنة على مختلف جهات المملكة، واشتغلوا ضمن إطار يضمن جودة الخدمات. ومن هنا، تبدو الخريطة الوطنية والمراكز الجهوية مكملاً منطقياً لتوسيع نطاق التغطية الصحية لتشمل الرعاية النفسية.



الإدمان

التحول الأبرز في مقاربة هذا المحور

تعكس الإجراءات الواردة بين البندين 16 و19 تحولاً لافتاً في طريقة التعامل مع الإدمان، إذ يقترح البرنامج بلورة سياسة عمومية للوقاية من المخدرات والإدمان السلوكي، ويقرّ بأن الإدمان مرض مزمن، وأن طب الإدمان تخصص طبي قائم بذاته. كما ينص على توسيع نطاق خدمات العلاج لتشمل الجهات التي تفتقر إليها، وإطلاق برنامج «حنا معاك» لتمكين الشباب من فرصة ثانية.

ويعني الاعتراف بالإدمان باعتباره مرضاً مزمناً الانتقال من مقاربة تقوم، بصورة أساسية، على البعد الأخلاقي أو الجزري، إلى مقاربة تضعه أيضاً ضمن مجال الصحة العمومية. ويستدعي هذا التحول منظومة متكاملة تشمل الوقاية، والتشخيص، والتكفل، والعلاج، والمتابعة، وإعادة الإدماج.

ويضيف برنامج «حنا معاك» بُعداً آخر، يتمثل في إتاحة فرصة ثانية للشباب. غير أن فعالية هذا البرنامج ستظل رهينة بوضوح الفئات المستهدفة، وبطبيعة المواجهة المقدمة، ومدى تكاملها مع منظومات التعليم والتكوين وسوق الشغل ومؤسسات العلاج.

فالوثيقة الأصلية تحدد التوجه العام، لكنها لا تقدم، في صيغتها الحالية، تفاصيل كافية بشأن آليات التنفيذ.



الطفولة المبكرة

توسيع دور الحضانة الاجتماعية، ودعم التعليم الأولي، وتخفيف الأعباء الجبائية

تتعلق ثلاثة إجراءات مباشرة بتنظيم الحياة اليومية للأسر: التوسع التدريجي في إحداث الحضانات ذات الطابع الاجتماعي ودعم التعليم الأولي؛ إقرار خصم ضريبي لفائدة الأسر التي تتحمل نفقات تعليم أبنائها؛ واعتماد عطلة مرنة ومدفوعة الأجر لرعاية الأطفال.

وتعكس هذه الإجراءات مجتمعة توجهاً نحو تحقيق التوازن بين الحياة الأسرية والحياة المهنية، فالحضانة توفر خدمات رعاية الأطفال، والإجازة تتيح للأسرة وقتاً إضافياً لرعايتهم، بينما يخفف الخصم الضريبي جزءاً من الأعباء المالية التي تتحملها الأسر.

ويبدو تعبير «عطلة مرنة ومدفوعة الأجر» واعدًا، غير أن الوثيقة محل الدراسة لا تحدد مدتها، ولا قيمة التعويض عنها، ولا الفئات المستفيدة منها، ولا كيفية توزيعها المحتمل بين الوالدين، وستكون هذه العناصر حاسمة في تقييم أثرها على تشغيل النساء، وانخراط الآباء في رعاية الأطفال، والتوازن المالي للأسر



التضامن بين الأجيال الاعتراف بما تتحمله الأسر بالفعل

غير أن طبيعة هذا «الدعم» وكيفية تقديمه تظل بحاجة إلى مزيد من التحديد، فهل يتعلق الأمر بمساعدات مالية، أم بتوفير فترات راحة لمقدمي الرعاية، أم بخدمات للرعاية المنزلية، أم بإجراءات جبائية، أم بتعزيز التغطية الاجتماعية؟

لا تحسم الوثيقة الأصلية هذه الخيارات. ويظل هذا الورش بحاجة إلى مزيد من التوضيح إذا كان الهدف هو تحويل التضامن الأسري إلى سياسة عمومية فعلية.

يسعى البرنامج إلى تعزيز التضامن بين الأجيال ودعم الأسر التي تتولى رعاية الأشخاص المسنين أو الأشخاص في وضعية إعاقة، كما يقترح تطوير طب الشيخوخة وإحداث وحدات طبية متخصصة.

ويكتسي هذا التوجه دلالة مهمة، إذ لا يتعامل البرنامج مع الشيخوخة والحاجة إلى الرعاية باعتبارهما شأنًا خاصًا تتحمل الأسرة وحدها مسؤوليته، فهو يقر، ضمانيًا، بأن الأسر تضطلع بدور أساسي في الرعاية والمواكبة، وهو دور قد يصبح مرهقًا من الناحيتين المادية والإنسانية.



الوقاية من التفكك الأسري

بدل الاكتفاء بمعايته

وسيكون من الضروري، على وجه الخصوص، تحديد المهنيين المعنيين، وكيفية التنسيق مع المصالح الاجتماعية، والضمانات المتعلقة بسرية المعلومات.

ويوسع الإجراء الموالى هذا التوجه، من خلال اقتراح تحسين المساعدات المالية المباشرة ومواكبة الأسر من أجل الخروج من الفقر، وهكذا، يربط البرنامج قدرة الأسرة على الصمود بقدرتها الاقتصادية، وليس فقط باستقرار العلاقات داخلها.

يقترح الإجراء التاسع آليات للمواكبة والوساطة بهدف الوقاية من التفكك الأسري، وبهذا، يضع البرنامج السياسة الأسرية ضمن مقاربة وقائية تقوم على التدخل قبل أن تصبح الصعوبات مستعصية على المعالجة.

ويمكن أن تشمل هذه المقاربة أوضاعًا مختلفة، من الخلافات الزوجية والصعوبات التربوية، إلى الهشاشة الاقتصادية والعزلة الاجتماعية، غير أن البرنامج يظل عامًا فيما يتعلق بكيفية تنظيم هذه الوساطة.



5000 درهم لدعم زواج الشباب رمز أم سياسة أسرية؟

يقترح البرنامج تقديم دعم مالي قد يصل إلى 5,000 درهم لفائدة الشباب المقبلين على الزواج، ولعل هذا الإجراء من أكثر مقترحات المحور الأول وضوحًا وسهولة في الفهم، لكنه في الوقت نفسه من أكثرها إثارة للتساؤلات العملية.

وتبدو دلالاته السياسية واضحة : الاعتراف بأن تكوين أسرة قد تصطدم بدايته بصعوبات اقتصادية، غير أن دعمًا ماليًا لمرة واحدة لا يمكنه، بمفرده، معالجة العوامل الأعمق التي تؤثر في الإقبال على الزواج، وفي مقدمتها فرص العمل والسكن وتكاليف المعيشة واستقرار الدخل.

ولا يحدد البرنامج، في الصيغة المعروضة، شروط الاستفادة من هذا الدعم، ولا كيفية تمويله، ولا آليات صرفه، وستكون هذه العناصر ضرورية لتقييم الأثر الفعلي للإجراء، ولتجنب أن يتحول تدبير يبدو بسيطًا في ظاهره إلى مسطرة إدارية معقدة.



شبكات التواصل الاجتماعي

حماية الشباب من دون تحويل الحماية إلى منع شامل

أو الوصول إلى أنشطة غير مشروعة. ويتمثل التحدي في تحقيق توازن بين مسؤولية المنصات الرقمية، ودور الآباء والأمهات، وأهمية التربية الرقمية، وضمان حماية فعلية وفعالة للقاصرين.

ومن ثم، لن تقاس جودة القانون المرتقب بما يعلنه من أهداف فحسب، وإنما بمدى دقته ووضوح مقتضياته: ما المخاطر التي سيستهدفها تحديداً؟ وما الالتزامات التي سيفرضها على المنصات؟ وما آليات الرقابة والتنفيذ التي ستكون متاحة وفعالة على أرض الواقع؟

ينص الإجراء السابع على اعتماد قانون لحماية الشباب من «المخاطر غير المشروعة المرتبطة بشبكات التواصل الاجتماعي». وتكتسي هذه الصياغة أهمية خاصة، إذ إن الوثيقة الأصلية لا تحدد، في إطار هذا الإجراء، سناً معيناً للمنع الشامل، كما لا توضح حتى الآن الآليات القانونية المقترحة لتنزيله.

ومع ذلك، يفتح هذا الموضوع نقاشاً واسعاً حول جملة من القضايا، من بينها تعرض القاصرين لمحتويات خطيرة، والتنمر، والتلاعب، والاحتيال، واستغلال البيانات الشخصية، والإدمان السلوكي،



"مدرسة الانتماء"

ترسيخ القيم وإشراك الشباب

يُعد مشروع «مدرسة الانتماء» من أبرز مقترحات هذا المحور وأكثرها دلالة من الناحية الرمزية، ومن المرتقب أن يتضمن برنامجًا للسفراء، إلى جانب مبادرات تعزز المشاركة المواطنة، وبالتوازي مع ذلك، يقترح البرنامج مؤسسة العلاقة بين المدرسة والأسرة، من خلال إحداث وحدات للدعم والمواكبة الاجتماعية.

وتتقاطع هنا رؤيتان متكاملتان، تتمثل الأولى في البعد المواطني للمشروع، انطلاقًا من افتراض أن المدرسة لا تقتصر وظيفتها على نقل المعارف، بل تضطلع أيضًا بدور في ترسيخ الشعور بالانتماء وتنمية القدرة على المشاركة في الحياة العامة. أما الثانية فتتعلق بالبعد الاجتماعي، على أساس أن المؤسسة التعليمية لا يمكنها أن تتجاهل الصعوبات التي تواجهها الأسر، والتي قد تنعكس بصورة مباشرة على المسار الدراسي للطفل ونجاحه.

غير أن كيفية تنزيل هذا المشروع على أرض الواقع تظل من الجوانب التي تحتاج إلى مزيد من التوضيح، فما المضامين التي ستعتمد؟ ومن هم المتدخلون في تنفيذه؟ وما طبيعة التكوين الذي سيتطلبه؟ وما المكانة التي ستُمنح للأسر ضمن هذا التصور؟ ثم ما المؤشرات التي ستُعتمد لقياس أثر «مدرسة الانتماء» وفعالية تدخلاتها؟ يحدد البرنامج التوجه العام للمشروع، غير أن آليات تنزيله وشروط نجاحه تظل بحاجة إلى مزيد من التفصيل.



القيم

حين تصبح سياسةً عمومية لا مجرد خطاب

يُعد مشروع «مدرسة الانتماء» من أكثر مقترحات هذا المحور دلالة على المستوى الرمزي. ومن المنتظر أن يتضمن برنامجًا للسفراء ومبادرات للمشاركة المواطنة. وبموازاة ذلك، يقترح البرنامج مأسسة العلاقة بين المدرسة والأسرة من خلال وحدات للمساعدة الاجتماعية.

وتلتقي هنا رؤيتان متكاملتان : الأولى ذات بعد مواطني، إذ يفترض أن تسهم المدرسة في ترسيخ الشعور بالانتماء وتنمية القدرة على المشاركة. والثانية اجتماعية، انطلاقًا من أن المؤسسة التعليمية لا يمكنها تجاهل الصعوبات الأسرية التي تؤثر بشكل مباشر في نجاح الطفل.

وتظل طريقة التنفيذ هي النقطة التي تستدعي مزيدًا من التوضيح. فما المضامين المعتمدة؟ ومن هم المتدخلون؟ وما نوع التكوين المطلوب؟ وما المكانة التي ستُمنح للأسرة؟ وما المؤشرات التي ستتيح قياس أثر «مدرسة الانتماء»؟ يحدد البرنامج التوجه العام، بينما تظل آليات التنفيذ بحاجة إلى مزيد من التفصيل.

تقترح الإجراءات السبعة الأولى المتعلقة بالقيم الجمع بين الثقافة والتربية والتعليم والإعلام ضمن سياسات عمومية متكاملة، كما ينص البرنامج على مراجعة دفاتر تحملات القطاع السمعي البصري، ودعم المحتوى الرقمي الوطني، وتعزيز دور المدرسة والإعلام العمومي والفن والسينما في بناء سرديّة مغربية مميزة.

وتنقل هذه المقاربة النقاش إلى مستوى آخر، فالقيم لا تُطرح فقط باعتبارها إراثًا ينبغي الحفاظ عليه، بل تصبح أيضًا موضوعًا لسياسات عمومية. ومن ثم، يبرز السؤال حول كيفية تحديد أهداف دقيقة وواضحة، من دون أن تتحول السياسة الثقافية أو التعليمية إلى فرض موحد لأنماط التمثّل والتعبير.

كما يشير البرنامج إلى تعزيز مكانة اللغتين الرسميتين، العربية والأمازيغية. وهنا أيضًا، تقوم الرؤية على ترسيخ انتماء وطني قادر على استيعاب تعدده اللغوي.



لماذا نبدأ بالأسرة؟

لا يبدأ المحور الأول من برنامج حزب الاستقلال بالنمو، ولا بالاستثمار، ولا بالإدارة، بل يبدأ بالقيم والأسرة. وهذا الاختيار ليس محايداً؛ إذ يجعل من التماسك الاجتماعي شرطاً أساسياً للنجاح الاقتصادي، ومن الأسرة فضاءً أولاً للحماية في مواجهة التحولات التي يشهدها المجتمع اليوم.

ويضم هذا المحور 22 إجراءً موزعاً على أربع مجالات رئيسية: الحفاظ على القيم المغربية؛ دعم التماسك الأسري وتعزيز قدرته على الصمود؛ مكافحة المخدرات والإدمان؛ والنهوض بالصحة النفسية، ويكشف الجمع بين هذه القضايا عن تصور موسع للسياسة الأسرية، يقوم على نقل القيم والتربية والتضامن والوقاية والعلاج والمواكبة.

ويعمل هذا الكتاب الوردي رقم 2 على تفكيك هذه البنية كما وردت في البرنامج، من دون إضافة ما لم ينص عليه صراحة، كما يميز بين المقترحات الواضحة التي يتضمنها البرنامج، والأسئلة المرتبطة بكيفية تنفيذها والتي تثيرها هذه المقترحات.





LIVRE ROSE
ANALYSE
DU PROGRAMME
LEGISLATIF

L'ODJ MEDIA

ملاحظة تحريرية

هذا الكتاب الوردي عبارة عن إصدار عن هيئة تحرير L'ODJ Média،
ويقدم قراءة صحفية وتحليلية للمحور الأول من البرنامج
التشريعي لحزب الاستقلال للفترة 2026-2031.

ولا يُعد هذا الإصدار منشورًا رسميًا للحزب، ولا إعادة نشر
لبرنامج، ولا وثيقة انتخابية صادرة عنه.

كما أن النسخة الفرنسية المعتمدة في هذا الإصدار ترجمة أولية
أُنجزت انطلاقًا من النص الأصلي باللغة العربية، ولا تحل محل
النسخة الأصلية أو تمثل ترجمة رسمية عنها.

LODj



لنخبرك By LODj فجيك

تابعوا أحدث الأخبار وآخر المستجدات بشكل مستمر عبر منصتنا، ولا تفوتوا أي خبر



www.lodj.info

آفاق

تمهيد — لماذا نبدأ بالأسرة؟

1. القيم : حين تصبح سياسة عمومية لا مجرد خطاب
 2. "مدرسة الانتماء " : ترسيخ القيم وإشراك الشباب
 3. شبكات التواصل الاجتماعي : حماية الشباب دون تحويل الحماية إلى منع شامل
 4. 5000 درهم لدعم زواج الشباب : رمز أم سياسة أسرية؟
 5. الوقاية من التفكك الأسري بدل الاكتفاء برصده
 6. التضامن بين الأجيال : الاعتراف بما تتحمله الأسر أصلًا
 7. الطفولة المبكرة : توسيع دور الحضنة الاجتماعية ودعم التعليم الأولي وتخفيف الأعباء الجبائية
 8. الإدمان : التحول الأبرز في مقاربة هذا المحور
 9. الصحة النفسية : إدماج البعد النفسي ضمن التغطية الصحية العادية
 10. ما الذي تكشفه الإجراءات الـ 22 في مجملها؟
 11. أسئلة لا تزال الحملة الانتخابية مطالبة بتوضيحها
- الخلاصة — حماية الروابط الأسرية والاجتماعية من أجل مستقبل أكثر استقرارًا

LODJ

المختار الوردي الأسرة والقيم والشباب

حماية تعزز الانفتاح

قراءة في 22 إجراء للمحور الأول من البرنامج
التشريعي لحزب الاستقلال 2026-2031

إصدار عن هيئة تحرير L'ODJ MEDIA
شتنبر 2026